

La double explosion de Beyrouth touche un pays en pleine décomposition

La monnaie nationale est en chute libre, la classe moyenne en plein effondrement et les institutions étatiques sont à la dérive. C'est aujourd'hui tout le modèle libanais qui paraît imploser.

Par Benjamin Barthe Publié le 5 août 2010 à 06h59, mis à jour hier à 16h03



Une manifestation contre les coupures de courant, à Beyrouth, avant la double explosion, le 4 août. HASSAN AMMAR / AP

Le Liban n'est plus au bord du gouffre, il est tombé dedans. C'est l'impression que donne le pays du Cèdre au lendemain de la gigantesque déflagration qui a dévasté Beyrouth, mardi 4 août. L'explosion, qui a fait au moins 78 morts et a été ressentie à une dizaine de kilomètres à la ronde, survient dans un contexte de crise sans précédent. La monnaie nationale est en chute libre, la classe moyenne en plein effondrement et les institutions étatiques sont à la dérive. L'énorme champignon de fumée noire qui s'est formé, mardi, vers 18 heures, au-dessus du port de Beyrouth, est le triste symbole d'un système qui implose. Il signale la faillite du modèle qui devait permettre la reconstruction du Liban après la guerre civile (1975-1990) et qui l'a conduit au contraire à sa perte.

Lire aussi [Au lendemain de la double explosion qui a endeuillé Beyrouth, le Liban sous le choc](#)

Quelques heures avant la détonation, en milieu de matinée, des dizaines de manifestants avaient tenté de forcer l'entrée du ministère de l'énergie pour protester contre les coupures de courant qui rendent très compliqué le quotidien des Libanais. Trois, cinq, dix heures par jour, voire plus encore : la durée du black-out dépend du lieu où l'on vit et de l'efficacité du « motor », le générateur de l'immeuble ou du quartier,

censé pallier les mesures de rationnement de la compagnie nationale d'électricité. Cette institution, gouffre financier et temple du clientélisme, témoigne de la déliquescence croissante de l'appareil d'Etat. Tous les gouvernements qui se sont succédé ces trente dernières années ont promis de réformer le secteur électrique, à l'origine aujourd'hui de 40 % de la dette du pays. Et aucun n'y est parvenu.

Lire aussi [Double explosion à Beyrouth : au moins 113 morts et 4 000 blessés, selon un dernier bilan](#)

Ce même mardi, vers 17 h 30, soit quelques minutes avant le chaos, le ministre de l'intérieur avait rappelé les dates et les horaires de la prochaine phase de reconfinement, entre le 6 et le 10 août. Très peu touché au printemps par l'épidémie de Covid-19, le Liban est confronté à une deuxième vague plus violente. Au rythme actuel des contaminations (autour de 200 nouveaux cas par jour), le système de santé du pays promet d'être très rapidement submergé. Sur les 23 lits aménagés pour les malades du Covid-19 en situation critique au sein de l'hôpital public Rafic-Hariri, 19 sont déjà occupés. Or, cet établissement est le seul véritablement engagé dans la lutte contre la pandémie. Les autres hôpitaux publics du pays, parents pauvres du budget de l'Etat, n'ont pas les moyens, ni en équipements ni en personnel, pour y faire face. Quant aux centres de soin privés, qui sont les plus nombreux et les plus performants, la plupart répugnent à traiter des personnes infectées, de peur de perdre la clientèle hors Covid-19.

Dysfonctionnements criants

Le modèle politique confessionnel qui régit le Liban a échoué à remédier à ces dysfonctionnements criants. Censé assurer la juste représentation de toutes les communautés religieuses du pays, ce système a été perverti par leurs responsables, souvent d'anciens chefs de milice, indébouillonnables depuis trente ans. Alors que l'accord de Taëf, qui, en 1989, a mis fin à la guerre, prévoyait une transition vers un Etat civil, une forme de « vétocratie » s'est progressivement mise en place. Les oligarques au pouvoir ne cessent de se mettre des bâtons dans les roues de peur de perdre leur position dominante. Les membres de ce cartel n'arrivent à se mettre d'accord sur rien, sinon sur la préservation de leurs intérêts.

Lire aussi : « [Le Liban a longtemps vécu au-dessus de ses moyens, grâce notamment à une monnaie artificiellement gonflée](#) »

Cette attitude est aussi à l'origine de la catastrophe économique qui s'est abattue ce printemps sur le Liban. Parce qu'elle en profitait largement, notamment par ses participations dans le capital des

banques, la classe politique n'a pas voulu réformer le système de financement de l'Etat, à base de dépôts à la banque centrale et de bons du Trésor rémunérés à des taux astronomiques. Cette pyramide de Ponzi a fini par s'effondrer, enclenchant une pénurie de billets verts, qui a fait perdre à la monnaie nationale, la livre libanaise, 80 % de sa valeur en quelques mois. En réaction, les prix des biens de consommation courante se sont envolés, avec une inflation mesurée à 90 % en glissement annuel en juin. Le contrôle des capitaux instauré de facto par les banques a achevé d'anéantir le pouvoir d'achat des Libanais. Le taux de pauvreté, estimé à 35 % de la population à l'automne, tutoie désormais la barre des 50 %.

Déclassement

La classe moyenne libanaise, considérée comme la plus riche et la mieux formée du Moyen-Orient, est la grande perdante de la crise. Le trentenaire, professeur à l'université, qui gagnait l'équivalent de 4 000 dollars par mois l'année dernière, n'en touche plus que 800 environ. Cette catégorie socioprofessionnelle gâtée, habituée à voyager plusieurs fois par an et à rouler dans des 4 x 4 rutilants, songe à retirer ses enfants des écoles privées qu'ils fréquentaient jusque-là et à les inscrire dans le public, un signe de déclassement cruel au Liban. Un certain mode de vie à la libanaise, jouisseur, dispendieux et insouciant, qui avait tant fait pour la réputation du pays du Cèdre à l'étranger, est à l'agonie. Du fait de la dégringolade de la livre et des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus, des centaines de bars, de discothèques et de restaurants ont été obligés de fermer. Le tourisme, pilier de l'économie locale, est sinistré, tout comme le secteur bancaire, un autre point fort du pays. Celui-ci aura le plus grand mal à rebâtir sa crédibilité après les mesures de plafonnement des retraits et d'interdiction des transferts édictées ces derniers mois. Au-delà de son économie ou de son système politique, c'est la raison d'être du Liban, sa vocation régionale, comme pôle de services, trait d'union entre l'Europe et le monde arabe, qui est en crise et qui est à reconstruire. C'est pour cela que le cataclysme du 4 août sera si douloureux. Il percute un édifice déjà chancelant. Il assomme une population à bout de forces. La capacité du Liban à encaisser ce genre de calamités touche à son terme.

Alerte canicule sur près de la moitié du territoire français

Météo-France a placé en vigilance orange 45 départements, situés sur une large bande allant du Sud-Ouest aux Hauts-de-France. Une baisse des températures est attendue samedi sur la façade ouest.

Le Monde avec AFP Publié le 6 août 2020 à 17h10, mis à jour hier à 17h13



● Vigilance absolue ● Soyez très vigilant ● Soyez attentif ● Pas de vigilance particulière

Carte de vigilance météo effective du jeudi 16 août 16 heures au vendredi 17 août 16 heures. Météo France

A peine une semaine après un épisode court mais intense, la canicule revient dans l'Hexagone. Jeudi 6 août, Météo-France a placé en vigilance orange canicule 45 départements, situés sur une large bande allant du Sud-Ouest aux Hauts-de-France. Une vague de chaleur intense qui va se poursuivre pendant plusieurs jours, précise l'agence météorologique.

La vigilance orange pour canicule concerne l'Aisne, les Ardennes, l'Ariège, l'Aube, l'Aveyron, la Charente, le Cher, la Corrèze, la Creuse, la Dordogne, l'Eure, l'Eure-et-Loir, la Haute-Garonne, le Gers, l'Indre, l'Indre-et-Loire, le Loir-et-Cher, le Loiret, le Lot, le Lot-et-Garonne, le

Maine-et-Loire, la Marne, la Mayenne, la Nièvre, le Nord, l'Oise, l'Orne, le Pas-de-Calais, la Sarthe, Paris et la petite couronne, le Seine-Maritime, la Seine-et-Marne, les Yvelines, les Deux-Sèvres, la Somme, le Tarn, le Tarn-et-Garonne, la Vienne, la Haute-Vienne, l'Yonne, l'Essonne et le Val-d'Oise.

Lire aussi [Canicule : les questions \(pas si\) bêtes que vous vous posez](#)
Jusqu'à 42°C

Le pic de chaleur touche actuellement la région parisienne et le Sud-Ouest, où les températures dépassaient déjà 35°C jeudi après-midi. Il s'étendra vendredi aux Pays de la Loire, « *se prolongeant par un épisode caniculaire durable sur une grande partie de la France, marqué notamment par des nuits chaudes voire caniculaires* », précise le service météorologique. Vendredi, des maximales atteignant « 37 à 40°C, très localement 41°C à 42°C, des Pays de la Loire au Poitou-Charentes à l'Aquitaine et une grande partie de l'Occitanie, approchant probablement des records par endroits » sont à attendre. Du Nord et de la Lorraine à la région Centre et à la vallée du Rhône, les maximales iront pour leur part de 34 à 38°C.

Malgré une légère baisse attendue samedi sur l'Ouest et le Sud-ouest, « *cet épisode caniculaire sera durable* », selon Météo-France, qui n'attend une réelle baisse des températures, notamment dans les régions du Nord, de l'Est et du Centre, qu'au milieu de la semaine prochaine, grâce au passage d'une « *dégradation orageuse* ».

L'intensité de cet épisode caniculaire « *s'annonce moindre qu'en 2019 et 2003 et sa durée moindre qu'en 2003* », a nuancé l'organisme de prévisions. L'été 2019 a été marqué par deux canicules exceptionnelles et un record absolu à 46°C.

Article réservé à nos abonnés

Lire aussi [Canicule : les gestes pour réduire la température chez soi sans climatisation](#)

Comment la clim a changé la face du monde

Le Monde avec AFP